

Embargo :  
Mercredi 30 novembre 2005  
10 h 30



## Communiqué de presse

### **L'économie suisse favorable à une stratégie offensive pour la conférence ministérielle de l'OMC**

**Dans la perspective de la conférence ministérielle de l'OMC à Hong-Kong, economiesuisse exige des mesures d'ouverture supplémentaires des marchés des services, des biens industriels de même que des mesures de facilitation du commerce. La position de la Suisse dans le secteur agricole ne doit pas porter préjudice aux intérêts offensifs de l'économie. Pays exportateur, elle ne peut se permettre de freiner les négociations à Hong-Kong.**

#### **La conférence ministérielle de l'OMC revêt une importance décisive**

Après l'échec de la conférence ministérielle de l'OMC à Cancún (2003), les attentes relatives à la rencontre ministérielle de Hong-Kong sont particulièrement importantes. Pourtant, les prévisions ne sont pas des plus optimistes. Cela suscite passablement d'inquiétudes dans les milieux économiques suisses et étrangers. Le rythme des négociations du cycle de Doha dans le cadre de l'OMC déçoit. Les règles multilatérales du commerce mondial satisfont de moins en moins les besoins d'une économie active à l'échelle mondiale. Les mesures de libéralisation de l'OMC peinent à suivre le rythme de la division croissante du travail à l'échelle mondiale. C'est la raison pour laquelle l'économie suisse exige des mesures d'ouverture supplémentaires rapides des marchés des services et des biens industriels, de même que des mesures de facilitation du commerce.

#### **L'OMC est particulièrement importante pour la Suisse exportatrice**

Si la conférence ministérielle de l'OMC devait se solder par un échec, le système de commerce multilatéral s'en trouverait sensiblement affaibli. Les conséquences seraient particulièrement importantes notre pays, fortement intégré dans l'économie mondiale et qui gagne un franc sur deux à l'étranger. Ce sont surtout les petites nations qu'un système commercial multilatéral doté de règles claires et prévoyant des droits et des obligations applicables protège du protectionnisme et de la discrimination. C'est au sein d'une organisation comme l'OMC, qui dispose d'un mécanisme réglementaire, qu'un pays comme la Suisse peut défendre ses intérêts économiques de manière optimale. Par conséquent, des mesures de libéralisation supplémentaires

dans le cadre de l'OMC sont vitales pour les entreprises suisses et les emplois. L'économie suisse aurait souhaité un cycle de négociations encore plus ambitieux, malheureusement les thèmes des investissements, de la concurrence et de la transparence en matière de marchés publics ont été retirés de l'ordre du jour à Cancún. Il est donc d'autant plus important que les négociations sur les questions restantes aboutissent.

### **Eviter de freiner les négociations à Hong-Kong**

En Suisse, l'impression domine que le cycle de Doha se focalise exclusivement sur l'agriculture. Cette impression est renforcée par l'attitude défensive de Berne dans ce domaine. Pourtant, les thèmes de négociation montrent que l'enjeu du cycle de Doha et de l'OMC est bien plus vaste. C'est pourquoi l'économie suisse exige du Conseil fédéral qu'il défende les intérêts offensifs majeurs de l'économie à Hong-Kong. En tant que nation exportatrice, la Suisse ne peut se permettre de freiner les négociations de l'OMC. Cela serait contraire à nos intérêts et remettrait en question la crédibilité de notre pays en tant que partenaire de négociations constructif. economiesuisse exige donc du Conseil fédéral qu'il se concentre davantage sur les priorités économiques de la place économique suisse.

La prise de position détaillée d'economiesuisse sur l'OMC en vue de la conférence ministérielle de Hong-Kong est disponible sous [www.economiesuisse.ch](http://www.economiesuisse.ch).

Zurich, le 30 novembre 2005

Pour toute question :  
Gregor Kündig, 044 421 35 30